


La question religieuse sous la Révolution

Ln 1789, le clergé est le premier ordre du royaume. Cependant, il est divisé entre le bas clergé (les curés), qui soutient les débuts de la Révolution, et le haut clergé noble. L'adoption de la Constitution civile du clergé en 1790 divise le clergé et les fidèles. Les années suivantes sont marquées par des conflits entre une partie de l'Église catholique et la Révolution dans un contexte de guerre. Cette situation contribue aux divisions intérieures.

 **Comment la question religieuse devient-elle une question politique majeure durant la Révolution ?**



1 La Constitution civile du clergé

Le débat parlementaire qui aboutit à la Constitution civile du clergé dure de la fin du mois de mai 1790 à la mi-juillet 1790. Elle est adoptée le 12 juillet 1790. Le roi Louis XVI accepte le texte le 24 août 1790.

Titre I, Article 1 : Chaque département formera un seul diocèse [...].

Titre II, Article 2 : [...] on ne connaîtra qu'une seule manière de pourvoir aux évêchés et aux cures ; c'est à savoir la forme des élections. [...]

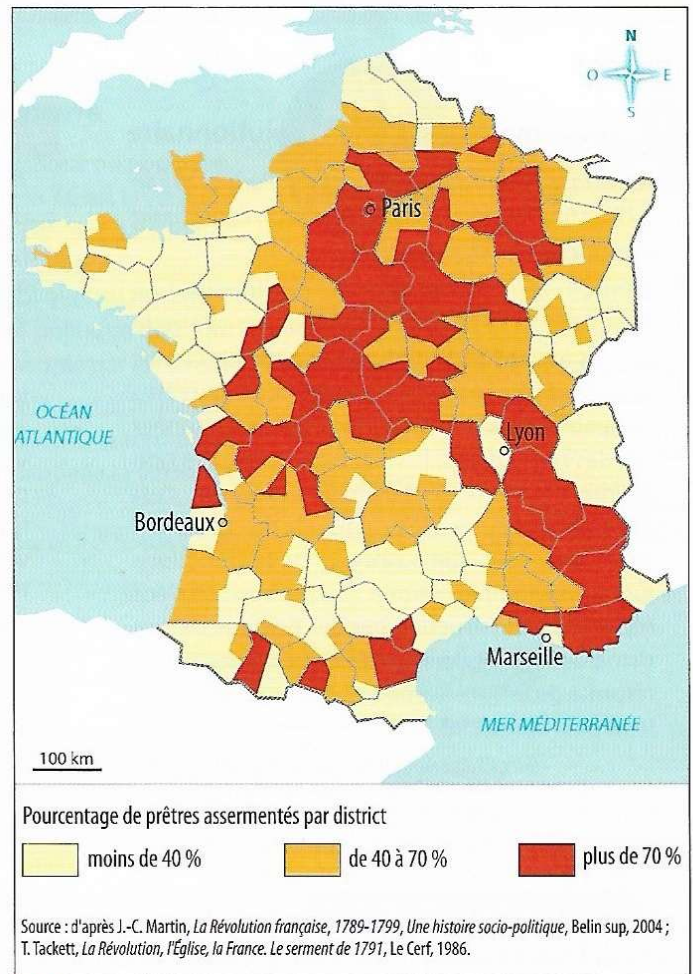
Article 19 : Le nouvel élu ne pourra s'adresser au pape pour en obtenir aucune confirmation, mais il lui écrira comme au chef visible de l'Église universelle, en témoignage de l'unité de foi et de communion qu'il doit entretenir avec lui. [...]

Article 21 : Avant que la cérémonie de consécration commence, l'élu prêtera [...] le serment solennel de veiller avec soin sur les fidèles [...], d'être fidèle à la Nation, à la loi et au roi, et de maintenir de tout son pouvoir la Constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le roi.

Extraits de la Constitution civile du clergé, 12 juillet 1790.

Vocabulaire


- **athéisme** : croyance en la non-existence de Dieu.
- **culte de l'Être suprême** : nouveau culte mis en place par Robespierre, pour rassembler l'ensemble des citoyens autour d'une religion révolutionnaire.
- **Concordat** : convention passée entre la papauté et un État, qui fixe le statut de l'Église catholique dans cet État.
- **réfractaire** : prêtre ayant refusé de prêter serment à la Constitution et à la Nation, donc au gouvernement révolutionnaire. On appelle jureurs ceux qui l'acceptent.



2 La Constitution civile du clergé divise les prêtres

48 % des prêtres sont « assermentés » et 52 % « réfractaires ». Dans l'Ouest, les administrations tentent de chasser les curés réfractaires au profit de « jureurs ». Des populations le refusent.

1. Divisions administratives dans les départements, dirigées par un conseil élu, créées pendant la Révolution française.

 Carte interactive

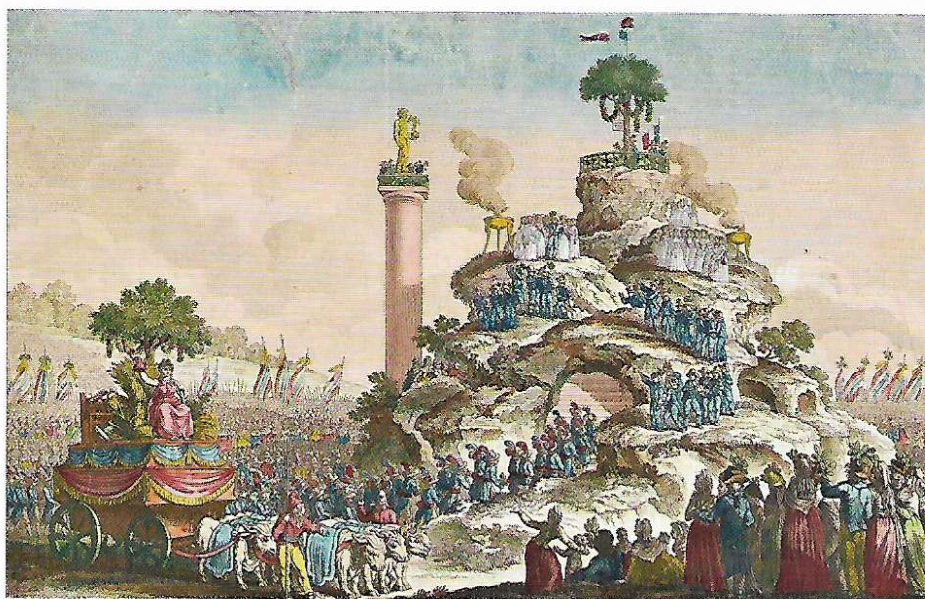


3 Le « dégraisseur patriote »

1 « Patience Monsieur votre tour viendra »

2 Le pressoir

Gravure, 1791, BnF, Paris.



4 Le culte de l'Être suprême, une nouvelle religion ?

Robespierre, hostile à l'athéisme, fait décréter que le « peuple français reconnaît l'existence de l'Être suprême et l'immortalité de l'âme ». La fête de l'Être suprême et de la Nature, organisée par David, réunit 400 000 personnes du jardin des Tuileries au Champ-de-Mars à Paris, le 8 juin 1794.

Gravure par Simon, 1794, BnF, Paris.

5 Un nouveau contrat entre la France et l'Église catholique : le Concordat

L'État rétribue les membres du clergé. Tous les évêques démissionnent et sont renommés par le pape pour mettre fin au schisme entre « jureurs » et « réfractaires ».

Le gouvernement de la République française reconnaît que la religion catholique, apostolique et romaine, est la religion de la grande majorité des Français. [...]

Article 1^{er}. La religion catholique, apostolique et romaine, sera librement exercée en France ; son culte sera public, en se conformant aux règlements de police que le gouvernement jugera nécessaires pour la tranquillité publique. [...]

Art. 13. Sa Sainteté, pour le bien de la paix et l'heureux rétablissement de la religion catholique, déclare que ni elle, ni ses successeurs, ne troubleront en aucune manière les acquéreurs des biens ecclésiastiques aliénés.

Concordat du 15 juillet 1801.

ANALYSE DE DOCUMENTS

- Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique
- Construire et vérifier des hypothèses sur une situation historique

1. Relevez les éléments de la Constitution civile du clergé prouvant que le clergé français n'est plus totalement sous le contrôle du pape (**doc. 1**).
2. Montrez que le clergé français est divisé (**doc. 2**).
3. En analysant la caricature (**doc. 3**), expliquez comment l'Église est vue et combattue par les patriotes.
4. Expliquez ce que cherche à faire Robespierre en instituant le culte de l'Être suprême (**doc. 4**).
5. En confrontant les **documents 1 et 5**, montrez que le pape obtient un compromis favorable à l'Église catholique.

Bilan

À partir des **documents 1 et 5**, montrez l'importance de la question religieuse sous la Révolution et relevez les différentes politiques menées.